

DS sous forme de deux parties d'Epreuve composée

Cette épreuve comprend deux parties.

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (8 points)

1° Quels sont les avantages attendus de l'UEM et quelles en sont les insuffisances ?

Ou 2° Quels sont les avantages et les inconvénients de l'intégration européenne ?

Deuxième partie : Etude d'un document : Vous présenterez le document puis répondrez à la question suivante : **(12 points)**

En quoi combiner les instruments de la politique budgétaire et de la politique monétaire dans la zone euro est-il problématique ?

Document :

Les économies de la zone Euro montrent aujourd'hui des situations très contrastées :

- Croissance négative en Espagne, Grèce et Irlande ; croissance forte en Allemagne, Pays-Bas et Finlande
- Chômage historiquement élevé en Espagne, Grèce, Irlande et Portugal ; chômage historiquement faible en Allemagne.
- Inflation forte en Grèce ; déflation en Irlande.

Les taux BCE étant les mêmes pour toutes les économies de la zone, la politique monétaire n'exerce pas des effets similaires sur chacune d'entre elles. En regardant quel serait le taux adapté à la situation de chacune, nous voyons que la politique de la BCE est aujourd'hui :

- très expansionniste en Allemagne, dont l'économie supporterait un resserrement monétaire significatif ;
- adaptée aux situations de l'Italie, des Pays-Bas ou de la Grèce
- fortement restrictive en Espagne, Irlande et Portugal (très légèrement restrictive en France).

La politique monétaire unique stimule donc l'activité là où elle n'en a pas besoin et la freine dans les régions où une stimulation serait nécessaire.

Une autre politique monétaire (des taux encore plus bas) ne changerait pas grand-chose vu la limite des taux zéro et renforcerait le degré d'expansion pour des économies qui n'ont pas besoin de stimulation monétaire.

P. Artus, *Le policy mix de la zone euro est très sous-optimal*, Flash économie, 2 novembre 2010.

Première Partie :

1° Quels sont les avantages attendus de l'UEM et quelles en sont les insuffisances ?

Attentes	En détail	Barème	Valorisation
Les avantages attendus de l'UEM	<ul style="list-style-type: none"> - Monnaie unique -> dvt échanges (disparition risques de change et diminution des coûts de transaction) - Baisse des tx d'i (les pays n'ont plus à défendre leur monnaie par rapport aux autres monnaies) -> allègement coût emprunts pour entreprises et ménages -> Egalité d'accès à des prêts - Assainissement des finances publiques des Etats -> favorise encore baisse des tx d'i 	3	
Les succès de l'UEM	<ul style="list-style-type: none"> - L'Euro concurrence le dollar comme monnaie internationale de réserve et instrument de paiement. Réelle crédibilité de l'Euro. - Plusieurs devises sont ancrées sur l'euro, et en suivent les évolutions de parité face au dollar : c'est la preuve que la zone euro fonctionne bien. 	2	
Les insuffisances de l'UEM	<ul style="list-style-type: none"> - L'harmonisation et la baisse des prix n'a pas été encore réalisée. - La politique budgétaire, contrainte -> limite marges de manœuvre des Etats dont les dépenses doivent être freinées : l'accroissement important du déficit budgétaire chez l'un d'entre eux provoquerait une hausse des taux d'intérêt qui pénaliserait les Etats les + rigoureux (Allemagne) - La politique monétaire échappe aux Etats du fait de l'indépendance de la BCE (perte de souveraineté nationale), dont l'objectif principal est le maintien de la stabilité des prix et la lutte contre l'inflation. 	3	Explications de la politique non coopérative et des difficultés du policy mix

2° Quels sont les avantages et les inconvénients de l'intégration européenne ?

Attentes	En détail	Barème	Valorisation
Les avantages attendus du grand marché intérieur	<ul style="list-style-type: none"> - Concurrence accrue à l'intérieur de l'Union - Baisse des prix - Economies d'échelle (aug° de la taille du marché et mvts de concentration des entreprises) - Meilleure compétitivité - Amélioration pouvoir d'achat des consommateurs - Amélioration du solde commercial 	4 pts	
Les réussites	<ul style="list-style-type: none"> - Le Grand Marché, par définition, a ouvert aux entreprises et aux consommateurs un marché. 	2 pts	Exemple de la PAC : 1 ^{er} budget

	<ul style="list-style-type: none"> - 60's – 80's : dvt rapide des échanges intracommunautaires soutenant la croissance - 90's : l'Europe est devenue le premier investisseur net (investissements directs sortants moins investissements directs entrants) au monde. 2/3 : à l'intérieur de l'Europe (commerce intrazone) + commerce intrabranche = processus d'intégration unique. 		<p>européen</p> <p>Exemple des fonds structurels : rattrapage des régions riches par les régions pauvres (succès de l'Irlande)</p>				
Les échecs de l'intégration	<ul style="list-style-type: none"> - Dès les 90's : ralentissement de l'économie européenne - 2007-2008 : depuis la crise des subprimes, les politiques non coopératives ont entraîné l'existence d'une fracture entre deux 'blocs au sein même de l'UEM : les pays du sud et les pays du nord. - Débat persistant <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; padding: 5px;">Faible croissance en Europe selon les économistes du pôle de la demande</td> <td style="width: 50%; padding: 5px;">Faible croissance en Europe selon les économistes du pôle de l'offre</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; padding: 5px;">Un fort taux d'intérêt est responsable d'une trop faible demande (cf Le traité des économistes attérés)</td> <td style="width: 50%; padding: 5px;">La faiblesse de la croissance résulte d'une trop faible variété de produits, d'une faible compétitivité et de trop peu d'innovations</td> </tr> </table>	Faible croissance en Europe selon les économistes du pôle de la demande	Faible croissance en Europe selon les économistes du pôle de l'offre	Un fort taux d'intérêt est responsable d'une trop faible demande (cf Le traité des économistes attérés)	La faiblesse de la croissance résulte d'une trop faible variété de produits, d'une faible compétitivité et de trop peu d'innovations	2 pts	<p>PAC : productivisme et conséquences néfastes, notamment sur la sécurité alimentaire, comme l'a montré l'affaire de la « vache folle ».</p>
Faible croissance en Europe selon les économistes du pôle de la demande	Faible croissance en Europe selon les économistes du pôle de l'offre						
Un fort taux d'intérêt est responsable d'une trop faible demande (cf Le traité des économistes attérés)	La faiblesse de la croissance résulte d'une trop faible variété de produits, d'une faible compétitivité et de trop peu d'innovations						

Deuxième partie : Etude d'un document

Attentes	En détail	Barème	Valorisation
Définitions	zone Euro, politique budgétaire et politique monétaire	3 pts	
Caractéristiques des politiques budgétaires et de la politique monétaire	<ul style="list-style-type: none"> - Explication du PSC - Politique monétaire de la BCE - -> Combiner les politiques monétaire et budgétaire dans la zone euro est problématique dans la mesure où elle fait coexister une politique monétaire commune avec 17 politiques budgétaires nationales. La difficulté principale est d'arriver à une coordination efficace entre politiques budgétaires nationales et politique monétaire unique (situations différenciées des économies de la zone euro). 	3 pts	Triangle des incompatibilités de Mundell
Evocation des exemples du texte reliés aux	- Crise de 2007-2008 : les pays de la zone situations très contrastées et politique monétaire unique pas adaptée à la situation de chaque	3 pts	policy-mix Politiques

<p>connaissances du cours</p>	<p>pays (trop restrictive pour les pays les plus en difficulté, pas assez pour les pays dont la croissance était dynamique).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cours : La crise des subprimes a d'abord entraîné une forte coordination : <p>Po monétaire menée : baisse des tx directeurs (trop tardive selon certains) + injection massive de liquidités aux banques</p> <p>Po budgétaires très expansives</p> <p>Puis déficits publics très vite peu soutenables dans certains pays => politiques restrictives de pression sur la demande ... certaines économies sont gravement atteintes et ne peuvent emprunter sur le marché des capitaux qu'à des taux élevés...</p> <p>Bilan : c'était à la politique budgétaire de rééquilibrer les choses, au moyen de dépenses budgétaires supplémentaires dans les pays où l'activité est fortement freinée. Mais en l'absence de véritable budget européen (1% du PIB européen), il n'existe pas de mécanisme permettant d'effectuer des transferts vers les pays de la zone en difficulté. Au lieu de cela, les pays membres ont un objectif de réduction simultanée des déficits budgétaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'adaptation de la politique monétaire commune à la situation spécifique d'un pays.. La BCE agit en fonction de la situation globale de la zone. Chaque pays a abandonné son autonomie dans la conduite de sa politique monétaire. DONC Supposons que ds l'UE existe un risque d'inflation, mais en même temps, ds un pays de l'UE, le risque d'inflation est nul mais sa croissance est faible et son chômage élevé... => la BCE augmente ses tx d'i => ceci réduit la demande => la croissance ralentit encore !! Exemple : en 2007, avant que la crise n'atteigne l'UE, la croissance éco était de 5,2% en Irlande pour une inflation de 2,9% contre une croissance de 2,3% en France et une inflation de 1,6% : Forte Hétérogénéité !!... - La politique est malheureusement non-coopérative (les gouvernements choisissent la politique économique sans se préoccuper de la répercussion de cette politique sur les économies voisines). Par exemple, dans le cas européen, les pays du Nord de la zone euro mènent des politiques de rigueur pour améliorer leur compétitivité, alors qu'ils ont la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour mener des politiques expansives qui empêcheraient l'ensemble de la zone de sombrer dans une spirale récessive. 	<p>3 pts</p>	<p>non coopératives</p>
--------------------------------------	---	---------------------	-------------------------

